

Retrait des forces françaises au Sahel

15^e législature

Question écrite n° 20297 de M. Édouard Courtial (Oise - Les Républicains)

publiée dans le JO Sénat du 28/01/2021 - page 492

M. Édouard Courtial appelle l'attention de Mme la ministre des armées sur les risques d'un éventuel retrait des forces françaises au Sahel.

En effet, lors d'un entretien accordé à Jeune Afrique fin novembre 2020, le Président de la République déclarait son intention de faire « évoluer » l'opération Barkhane. Mais depuis cette prise de position, cette évolution n'a pas encore été précisée, laissant la question du maintien des forces françaises dans la région en suspens.

Certes, le soutien tardif du groupement des forces spéciales européennes (la task force Takuba), le difficile relais des armées africaines sur place et la volonté d'éviter un enlèvement des troupes françaises, coûteux en vies humaines et en moyens matériels, constituent autant de motifs qui peuvent expliquer cette déclaration. Mais l'absence de perspectives de retrait militaire ne doit pas occulter les succès de la lutte anti-terroriste au Sahel. Comme, par exemple, l'élimination récente du leader d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), Abdelmalek Droukdel. Cette lutte reste un enjeu majeur tant pour la stabilité de la région que pour la politique de sécurité nationale.

Ainsi, il lui demande de bien vouloir clarifier la position du Gouvernement sur la question d'un potentiel désengagement français au Sahel.

Réponse du Ministère des armées

publiée dans le JO Sénat du 16/12/2021 - page 6902

Le 9 juillet 2021, le Président de la République a annoncé les modalités de la transformation de notre engagement au Sahel. Ces changements ont fait l'objet d'échanges constructifs avec nos partenaires africains et européens. La France restera bien évidemment fortement engagée dans la lutte contre les groupes armés terroristes qui continuent de menacer les Etats de la région, en privilégiant une plus grande coopération avec les Etats sahéliens. Ce nouveau dispositif couvrira quatre dimensions majeures du besoin de nos partenaires :

- La dimension « contre-terrorisme » avec la poursuite de la mission de la Task Force Sabre à Ouagadougou ;
- La dimension « montée en puissance des armées régionales » pour former, entraîner, équiper et conseiller les armées partenaires. Cette dimension sera renforcée et élargie aux pays du Golfe de Guinée, qui font face à une extension de la menace ;
- La dimension « partenariat de combat » pour être en mesure d'accompagner les partenaires africains dans leurs opérations. La Task Force Takuba se distingue par sa dimension profondément européenne. Elle sera au cœur de notre action collective au Sahel. Aujourd'hui centrée sur le Mali, elle jouera sur l'effet démultiplicateur de ses détachements européens légers d'accompagnement au combat. La France y maintiendra une contribution significative. En parallèle la participation de nos

partenaires européens y sera renforcée (Italiens, Danois, Roumains...) ; - La dimension « réassurance » pour demeurer en permanence en mesure d'intervenir rapidement au profit des forces alliées ou partenaires, grâce à nos moyens aériens déployés au Niger. Dans cet esprit, la présence française au Niger sera renforcée : Niamey sera le centre de commandement et de coordination de nos forces et de toutes les actions de coopération. Le Tchad restera également un élément clé de notre dispositif avec le maintien d'une présence significative, aérienne et terrestre. L'essence même d'une opération militaire, c'est l'adaptation. Nous ne quittons pas le Sahel. Il s'agit, comme nous l'avons fait depuis 8 ans, de nous transformer pour être plus efficace sur le terrain. Nous nous transformons pour transférer progressivement la responsabilité de la sécurité du Sahel à nos partenaires sahéliens et ouest-africains.